

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-Marsan

Mont-de-Marsan, le 26 décembre 2024

Références : DREAL/2024D/9878
Code AIOT : 0100282799

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16 décembre 2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ZAHRAOUI REDOUANE

SOS Auto Aquitaine

5 Impasse Floche
40000 Mont-De-Marsan

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16 décembre 2024 de l'établissement exploité par Monsieur ZAHRAOUI REDOUANE (SOS Auto Aquitaine) et implanté au 5 impasse Floche sur la commune de Mont-de-Marsan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

ZAHRAOUI REDOUANE (SOS AUTO AQUITAINE)
5 Impasse Floche - 40000 Mont-de-Marsan
Code AIOT : 0100282799
Régime : Néant
Statut Seveso : Non Seveso
IED : Non

Installation d'entreposage et de démontage de véhicules hors d'usage.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative Gestion des déchets présents	Code de l'environnement Article L. 512-7	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
2	Situation administrative Agrément Centre VHU	Code de l'environnement Article R. 543-155-7	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté la présence d'une installation d'entreposage et de démontage de véhicules hors d'usage non autorisée et non agréée en préfecture.

Un projet de mise en demeure de remise en état des parcelles est proposé à Mme la Préfète.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative – Gestion des déchets présents

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article L. 512-7
Thème(s) : Situation administrative, Quantités de déchets présents sur site

Prescription contrôlée :

I. Sont soumises à autorisation simplifiée, sous la dénomination d'enregistrement, les installations qui présentent des dangers ou inconvénients graves pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, lorsque ces dangers et inconvénients peuvent, en principe, eu égard aux caractéristiques des installations et de leur impact potentiel, être prévenus par le respect de prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées.

Les activités pouvant, à ce titre, relever du régime d'enregistrement concernent les secteurs ou technologies dont les enjeux environnementaux et les risques sont bien connus, lorsque les installations ne sont soumises ni à la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles au titre de son annexe I, ni à une obligation d'évaluation environnementale systématique au titre de l'annexe I de la directive 85/337/CEE du 27 juin 1985 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement.

Constats :

Le jour de l'inspection, le site était fermé à clé et des chiens de défense montaient la garde.

De l'extérieur et d'après les images satellites du site, sur une surface d'environ 2 800 m², il a été constaté la présence d'une centaine de véhicules pouvant être qualifiés de hors d'usage (VHU - gravement accidentés, empilés, démontés). De nombreuses pièces automobiles sont présentes (moteurs, pneumatiques, échappement, pièces de carrosserie, etc.). Une dizaine de véhicules sont également entreposés devant le terrain, sur la chaussée.

L'inspection a constaté la présence d'une installation d'entreposage et de démontage de VHU exploitée sans l'autorisation simplifiée (enregistrement) requise.

Par ailleurs, un bâtiment se trouve à l'angle Nord-Est de la parcelle et une zone de démontage / réparation se trouve à l'entrée du site. La parcelle est particulièrement encombrée, seul un passage de moins de 2 m de large permet de faire le tour du site. En cas de départ de feu, aucun engin ne peut intervenir.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de régulariser, sous trois mois, la situation administrative de son installation d'entreposage et de démontage de véhicules hors d'usage en déposant un dossier de demande d'enregistrement ICPE ou un dossier de cessation d'activité ICPE.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Situation administrative - Agrément Centre VHU

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article R. 543-155-7

Thème(s) : Situation administrative, Agrément Centre VHU

Prescription contrôlée :

Tout exploitant d'une installation de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage relevant du a du 1° de l'article R. 543-154, ou des cyclomoteurs à trois roues hors d'usage, doit en outre être agréé à cet effet.

Cet agrément est délivré, suspendu ou retiré selon les modalités prévues à l'article R. 515-37 et à l'article R. 515-38.

Est annexé à cet agrément un cahier des charges qui fixe les obligations du bénéficiaire.

Le contenu de ce cahier des charges est défini à l'article R. 543-155-8 pour les centres VHU et à l'article R. 543-155-9 pour les broyeurs.

Un arrêté conjoint des ministres chargés, respectivement, de l'environnement, de l'intérieur, de l'économie et de l'industrie précise le contenu et les modalités de délivrance de l'agrément.

Constats :

L'inspection a constaté que M. ZAHRAOUI exploite un centre VHU sans l'agrément préfectoral requis.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de régulariser sous trois mois la situation administrative de son installation d'entreposage et de démontage de véhicules hors d'usage en déposant un dossier de demande d'agrément pour centre VHU.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Mise en demeure, dépôt de dossier**Proposition de délais :** 3 mois